L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 24 MAI 1881. 54me Année.

Badeur, Bonnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 24 MAI 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Rhumeurs, rue Royale, un grand nombre de terreins et de propriétés améliorées dans les différentes parties de la ville. Pour plus de détails voir aux annonces.

Par Henry d'Oleanor, au coin des rues Prytania et Upsala, ameublement complet, pianoforte, etc.

Mécontent, Mécontent.—Voyez l'annonce d'essai de D. E. Murphy.

FRANCE.

Les commentaires plus ou moins intéressés, plus ou moins malveillants de la presse étrangère à propos de la campagne de Tunisie entreprise par le gouvernement de la République Française, sont démentis par les explications suivantes que M. B. St-Hilaire, ministre des affaires étrangères, a données devant la commission du budget. Les conséquences et la portée qu'aura cette expédition sont nettement définies par le ministre :

Le ministre des affaires étrangères a d'abord donné une indication générale sur la situation militaire. Il a confirmé ce qu'ont appris les dépêches de la journée, à savoir que les troupes se concentraient pour cerner les Kroumire dans le bien où ils se sont retranchés et en finir ainsi d'un seul coup avec eux. Cette opération marquera très certainement la fin de l'action militaire, et c'est alors que s'engagera l'action diplomatique.

A ce propos, le ministre a déclaré formellement qu'aucune négociation diplomatique n'avait encore eu lieu avec le bey de Tunis. Tous les renseignements donnés sur de prétendues négociations et sur les conditions que le gouvernement français se proposerait d'exiger du bey sont des nouvelles absolument fantaisistes, répandues par des feuilles étrangères manifestement hostiles à la France.

Sur la nature de ces conditions, M. Barthélemy Saint-Hilaire a donné quelques indications générales à la commission. Il a notamment déclaré d'une manière formelle que le gouvernement français ne poursuivait aucune conquête. Dans ses entretiens avec les représentants des puissances, M. Barthélemy Saint-Hilaire avait déjà eu occasion de faire cette déclaration, qui est en outre consignée dans diverses dépêches signées de lui.

Mais, si le gouvernement ne poursuit aucun projet de conquête, il a le dessein bien arrêté de faire respecter les intérêts français, qui sont prépondérants en Tunisie. M. Barthélemy Saint-Hilaire a indiqué à la commission que le gouvernement voulait obtenir du bey un traité donnant à notre pays toutes les garanties qu'il est en droit de réclamer et de posséder. Il ne s'agit en rien de léser les intérêts que d'autres puissances européennes peuvent avoir dans la Régence.

Ces intérêts, la France les connaît et les respecte, et on peut ajouter même qu'ils seront désormais bien mieux protégés lorsque la France aura établi un nouvel ordre de choses à Tunis. Mais on ne saurait méconnaître, ainsi que l'a rappelé le ministre des affaires étrangères, que la France a dans la Régence une situation prépondérante ; ses nationaux sont créanciers de la Tunisie pour les quatre cinquièmes de la dette, à savoir 95 millions sur 125. Les capitaux français considérables qui ont été engagés dans des entreprises industrielles, agricoles et commerciales. C'est tout cet ensemble d'intérêts si importants que le gouvernement a le devoir de protéger en imposant au bey des conditions efficaces.

M. Barthélemy Saint-Hilaire a fait connaître que toutes les mesures avaient été prises dans le but d'atteindre le plus promptement possible ce résultat, dès que les opérations militaires contre les Kroumire seraient terminées, c'est-à-dire dans un avenir très prochain.

Les réclamations de la France seront appuyées par l'imposant déploiement de forces que le gouvernement a fait sur la frontière et qui se complète à l'autre extrémité de la Régence par l'occupation de Bizerte.

M. Barthélemy Saint-Hilaire a ajouté qu'il n'y avait pas là sentiment un intérêt français, mais que c'était la cause de la civilisation générale que nous servions en agissant comme on l'a fait.

Incidemment, M. Barthélemy Saint-Hilaire a traité la question du conseil italien Macco et de la propagande faite par la feuille italo-arabe qui paraît sous le nom de *Mostahel*. A ce propos, le ministre a annoncé qu'il venait de recevoir communication d'une note par laquelle le gouvernement italien prétend que toutes les mesures relatives à une intervention quelconque de sa part ou de celle de ses agents dans la propagande antifrançaise à Tunis sont inexactes.

Ajoutons, comme dernier détail, que le ministre des affaires étrangères a annoncé pour la rentrée des Chambres la distribution d'un Livre Jaune spécial renfermant les pièces diplomatiques relatives à la question tunisienne. De la sorte, les membres du Parlement pourront juger en pleine connaissance de cause toutes les péripéties de cette affaire.

Depuis que ces explications ont été données par le ministre, le traité a été signé, mais sans que pour cela les tribus hostiles aient déposé les armes. Les généraux français ont, en conséquence, reçu ordre d'occuper les positions stratégiques d'où il sera facile de vaincre une dernière résistance.

D'un autre côté aussi, cette résistance, si elle se prolonge, peut modifier les intentions primitives du gouvernement français, et l'obliger à aller au-delà de ce qu'il avait tout d'abord arrêté. Les événements qui se déroulent en Tunisie décideront du sort de cette régence.

Au dire d'une dépêche de source anglaise, certaines tribus tunisiennes, mécontentes de la occupation du bey, se montreraient très hostiles au protectorat français. Il est possible que le fait soit vrai à l'égard de quelques tribus travaillées, comme l'ont été les Kroumire, par les adversaires du Pinfluence française ; mais il paraît certain que, dans son ensemble, la population de la Tunisie accueille avec satisfaction le nouvel ordre de choses.

M. Roustan, ministre français à Tunis, a envoyé au gouvernement deux mémoires rédigés par des habitants de la région du Sahel qui se déclarent indignés de la concussions de toutes sortes des fonctionnaires tunisiens. Les signataires qui sont au nombre de 420, déclarent qu'ils voient avec plaisir l'établissement d'un régime nouveau sous le protectorat français. Un de ces mémoires porte une signature très importante, celle de Hadj-Ben-Cassen, qui jouit d'une grande influence dans le pays.

Concert Dongremont.

Nous revenons littéralement enthousiasmé du concert de jeune Maurice Dongremont. Ça été d'un bout à l'autre un succès d'enthousiasme. Toutes les qualités que l'on peut rêver dans un artiste de premier ordre, il les possède au suprême degré. Il unit le style large de l'ouverture au charme et à la grâce de Servet. Son exécution de la grande "Fantaisie du Trouvatore" du "Spectre de Chopin, Sarasate", du "Souvenir" d'Haydn, ont transporté l'auditoire et nous pouvons affirmer que, jeunement déjà d'une grande réputation, il vaut encore mieux qu'elle.

Ce n'est pas en quelques traits de plume jetés à la hâte sur le papier que l'on peut donner une idée d'un virtuose de cette valeur, et nous nous réservons de revenir demain sur cet artiste et d'en exposer le portrait. Le sujet en vaut la peine.

Mme Samuel comme pianiste et Mme Amélie Stawell comme chanteuse ont aussi obtenu un fort beau succès, un succès mérité. Elles nous permettent également de remettre à demain notre compte-rendu en ce qui les concerne.

On nous prie d'annoncer, pour vendredi soir, 27 mai, au Fort Bayagnol, un grand concert populaire avec orchestre, donné par Maurice Dongremont. Prix d'entrée, 25 et 50 cents.

Mort de M. Jean Schwaitzer.

Nous avons le douleur d'annoncer la mort de M. Jean Schwaitzer, président de la Société française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

Né à Mayence, Meurthe et Moselle, France, M. Schwaitzer était arrivé ici jeune. Il eut tout d'abord à soutenir la lutte pour l'existence à laquelle chaque émigré est condamné dès son arrivée. Mais grâce à son activité, il arriva bientôt à se créer une position enviable dans le commerce où à se faire une place considérable dans l'estime de ses concitoyens qui l'appelèrent enfin à la présidence de la plus riche et de la plus nombreuse des sociétés françaises. Et ce fut un heureux choix. Sous sa gestion intelligente cette société a grandi, s'est développée à ce point qu'elle occupe le premier rang et par son nombre et par ses ressources.

M. Schwaitzer était un homme d'un caractère doux, conciliant, cœur autre ambition que celle de coopérer, dans les limites de son pouvoir, au bien de la société qu'il présidait. Il a succombé à jour même où cette société donnait sa fête annuelle, emportant les vifs regrets de ses nombreux amis, et surtout de l'honorable société qu'il dirigeait avec tant de sagesse et de dévouement. Il laisse une femme et un fils auxquels nous adressons nos compliments de condoléance.

Ses funérailles ont eu lieu hier, à cinq heures du soir. La colonie française tout entière s'est fait un devoir d'y assister. Aux abords de la maison mortuaire, rue Royale 166, la foule dense et recueillie était immense.

Voici quelques détails qui nous parviennent, au dernier moment, sur la vie privée de M. Jean Schwaitzer et sur sa présidence qui a été pour cette institution une période de prospérité tout exceptionnelle.

Décédé, le 23 mai, à 1 heure du matin, M. Jean Schwaitzer était arrivé ici, en 1837, à l'âge de 15 ans environ.

Il était membre de la société française de bienfaisance et d'assistance mutuelle depuis sa fondation. Il en administrateur pour la première fois, en 1860, il n'a cessé de servir comme tel jusqu'en 1875, époque où il fut nommé président en remplacement de feu Joseph Girod.

C'est à son initiative que l'on doit l'institution des bals et des fêtes au bénéfice de la Société Française. Il eut sur ce point à lutter, alors contre une vive opposition ; mais, à force d'activité et d'opiniâtreté, il réussit à faire adopter ses idées. On le vit, aidé en cela par trois ou quatre sociétaires, offrir de payer les dépenses de la première fête champêtre, en cas de non réussite.

Le succès dépassa les espérances et déconcerta toutes les oppositions. Depuis lors, les bals et les fêtes de la Société Française ont lieu tous les ans. Ils ont rapporté à la caisse de $18,000 à $20,000. Comme administrateur, comme président, il a toujours servi la société avec un dévouement absolu, un parfait désintéressement, une modestie sans égale.

M. Jean Schweitzer faisait aussi partie de la direction de la société de l'Union Française et était membre actif de l'Athénée Louisianais.

Dans notre compte-rendu de la séance de samedi de la Chambre de Commerce réunie pour entendre M. Chotteau, il nous est arrivé ce qui arrive parfois au rapporteur le plus avisé. Un de nos feuillets, le dernier, n'a pas été livré à l'impression, et il en résulte que notre pensée, à propos du discours de M. Coutin, a été tronquée. Le lettre de M. Coutin que nous publions ci-après, rétablit le sens véritable des paroles qu'il a prononcées :

Monsieur le Rédacteur de l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans,

Je crois, sans nul doute, m'être bien mal exprimé (il est vrai que je parlais anglais), à la dernière séance de la Chambre de Commerce, puisque ma pensée a été interprétée, par M. le rapporteur de l'*Abeille*, d'une façon si contraire à mes sentiments.

En répondant au colonel Sandidge qui demandait comment la France, au lendemain de ses désastres, avait pu se relever si rapidement, et qui s'étonnait de sa richesse, j'ai dit qu'en France on vivait sur le revenu et non sur le capital, que même une portion de ce revenu était mise en réserve chaque année. Ce n'était pas toujours le cas "in this country", qu'en raison des ressources immenses du pays, des facilités offertes, on était enclin à vivre sur le capital, et quelquefois à s'occuper l'avenir.

"In this country" voulait dire aux Etats-Unis, par opposition avec la France.

Il ne s'agissait donc nullement de la population louisianaise en particulier, qui certes depuis la guerre, et je sais à même de le certifier, donne de si beaux exemples d'économie et de véritable sagesse.

Très respectueusement,
A. COUTIN.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1881.

Troupe lyrique de M. Max Strakosch.

Nous recevons de Philadelphie les renseignements suivants sur la prochaine campagne lyrique que M. Max Strakosch se dispose à faire à la Nouvelle-Orléans. Nous les publions sans commentaires, nous tendant que notre correspondant nous adresse le tableau de la troupe et le nom du théâtre où elle se fera entendre.

Philadelphie, 19 mai 1881.

Permettez à un des lecteurs de l'*Abeille* de vous donner des renseignements positifs sur la prochaine saison d'Opéra à la Nouvelle-Orléans par la troupe de Max Strakosch qui est en ce moment à Philadelphie.

Sachant l'intérêt que prend l'élite de votre population à ces représentations, j'ai pensé à la source même les informations suivantes : Max Strakosch, qui a un véritable faible pour les Louisianais et pour votre presse dont il a toujours eu tant à se louer, a irrévocablement décidé d'aller à la fin de l'automne prochain, donner pendant deux ou trois mois une saison d'opéra dans votre ville durant laquelle il aura occasion de présenter plusieurs opéras nouveaux. Sa troupe, à très peu d'exception près, est déjà formée ; elle sera supérieure à toutes celles que nous avons eues depuis plusieurs années. Son choix entre vos différentes salles de spectacle n'est pas encore arrêté ; mais vous serez dans quelques jours à même de l'annoncer et vous recevrez aussi le tableau de la troupe. Max Strakosch n'a donné ses entreprises aucun succès ; il a une confiance entière dans le succès, et c'est avec ses propres capitaux qu'il conduira toute l'affaire.

V.

Pique-nique.—Le pique-nique annuel de l'école des filles de la rue des Remparts aura lieu aujourd'hui, mardi, 24 du courant. Nous ne doutons pas que les élèves ne soit des plus intéressantes, et nous prions les dames du comité d'arrangement de vouloir bien agréer nos remerciements pour la très aimable lettre d'invitation qu'elles nous ont adressée.

M. U. Rouzé, de la maison de commerce Rouzé et Kleppe, est parti hier soir pour l'Europe où l'appellent ses affaires. Son séjour ne sera que de trois mois et il nous promet à son retour un nouveau voyage en même temps qu'un prompt retour. M. Rouzé a laissé parmi nous d'excellents souvenirs dans le commerce comme dans la société. Ses qualités personnelles de premier ordre, jointes à des connaissances spéciales, grâce à des